

Après la levée des sanctions, Washington reprend son aide au Burundi

@rib News, 11/02/2022 Source AFP Les Etats-Unis ont approuvé vendredi une aide de 400 millions de dollars à destination du Burundi, a annoncé vendredi le ministre des Affaires étrangères burundais, moins de trois mois après la levée de sanctions américaines contre Bujumbura.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Cette annonce survient trois jours après une déclaration de l'Union européenne sur la reprise de son aide directe au Burundi, suspendue depuis 2016, décision critiquée par plusieurs ONG dénonçant la perpétuation de violations massives des droits de l'Homme dans ce pays. Dans un message sur Twitter, le chef de la diplomatie burundaise, Albert Shingiro, a fait part d'un accord avec Washington permettant un soutien financier au gouvernement du président Evariste Ndayishimiye dans le domaine du "développement durable". "Un enveloppe de 400 millions de dollars [pour] l'agriculture, la santé, l'éducation, la bonne gouvernance, l'environnement, le secteur privé..." a-t-il ajouté. Sur Twitter également, l'ambassade des Etats-Unis au Burundi a confirmé la signature d'un accord quinquennal avec le gouvernement de Bujumbura "pour promouvoir la santé, l'aide humanitaire, la croissance économique et les droits de tous les Burundais", sans toutefois préciser de montant. Saluant une embellie au Burundi depuis l'élection de M. Ndayishimiye en mai 2020, les Etats-Unis avaient levé en novembre les sanctions qu'ils avaient imposées en 2015 contre huit dirigeants de ce pays d'Afrique des Grands Lacs alors secoué par une violente crise politique. Cette année-là, l'annonce de la candidature du président sortant Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, considéré comme illégal par l'opposition et qu'il a finalement obtenu, avait plongé le pays dans une grave crise politique, marquée par des exécutions sommaires, disparitions, détentions arbitraires, tortures et violences sexuelles visant les voix dissidentes. Les violences ont fait au moins 1.200 morts et poussé à l'exil quelque 400.000 Burundais. L'UE, qui pour sanctionner ces violences avait suspendu en 2016 ses appuis financiers directs, y compris budgétaires, au gouvernement burundais, a annoncé mardi avoir mis fin à cette mesure, présentant sa décision comme "l'aboutissement du processus politique pacifique entamé" en 2020. Mais pour Human Rights Watch, plutôt qu'encourager les réformes, l'UE et les Etats-Unis risquent "d'enhardir les auteurs de violations des droits de l'Homme qui opèrent dans une impunité quasi-totale". Mercredi, 15 ONG burundaises en exil ont fait part de leur "déception" face à la décision européenne, jugeant qu'"aucun progrès significatif n'a été constaté dans le domaine des droits humains dans le pays".

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});